

En 2013, un rapport d'une qualité discutable est rédigé par un certain Olivier Véran.

Ce simple rapport à permit d'écrire une loi dite RIST pour s'attaquer au "fléau" qu'étaient ces médecins remplaçants intérimaires qui se déplaçaient aux 4 coins du pays pour boucher les trous des plannings des services, compenser les sous effectifs, éviter les fermetures, soulager les titulaires qui pouvaient partir en congés sans déclenchement de plans blancs.

A cette lointaine époque, il était IMPENSABLE qu'un service d'urgence ferme ou que les patients soient refoulés.

On traitait les urgences, c'est à dire la souffrance, la douleur, la peur, l'angoisse, pas seulement les urgences dites "vitales".

C'était une autre époque: voici 2 ans à peine !
Aujourd'hui, chacun peut constater les dégâts, les difficultés pour trouver un service d'urgence de nuit et parfois même de jour !

Tout va très bien vous expliquent les ministres, OUI, tout va mieux que l'année prochaine dans leur meilleur des mondes que vous vantent leur équipes marketing avec le soutien des ARS et des directions d'hôpitaux.

Depuis 18 mois, j'alerte au nom du SNMRH que je représente des dégâts de cette loi rist sur le terrain qui a poussé des centaines de médecins à quitter les hôpitaux publics:
- nous avions publié dès mars 23 la liste des 200 hôpitaux qui souffriraient...et samu urg de France en septembre 23 puis la semaine dernière n'a fait que confirmer que nous avions raison,
- Voici 1 an, j ai prévenu que le coût des fermetures de services et de lits serait dramatiques pour les hôpitaux. Avec In France, nous avons chiffré l'impact et j'ai personnellement écris à tous les élus de France, dont les maires qui se lamentent aujourd'hui. Seul le sénateur Lefur à répondu.

- Depuis 18 mois, j'alerte :
1. sur les conséquences de cette loi Rist pour les titulaires qui craquent, démissionnent en burn out ou se suicident dans l'indifférence gouvernementale.
2. Sur les souffrances des patients et les morts évitables, de + en + nombreux alors que le sous ministre démissionné se gargarise à qui veut le croire que "ça s'améliore", pendant que Brest par exemple affiche son "mur de la honte"
3. Sur le discours mensonger des ARS et directions d'hôpitaux qui cachent la vérité aux Français. Est ce leur rôle ? Leur mission ? Ils travaillent à des solutions disent ils, et refusent de

communiquer sur les fermetures aux médias.
Et pendant ce temps, des lignes de gardes disparaissent partout, même au smur. C'est mieux que de dire qu'on a pas de médecins !

STOP !!!
Je demande la vérité ! Les Français ont le droit de savoir ! A défaut d'être soigné comme s'ils vivaient dans un grand pays Européen.

Un commission d'enquête à l'assemblée Nationale avait vu le jour avant la dissolution; ou sont les députés courageux pour la relancer et étudier les conséquences, entre autre, de cette loi RIST ??

Et pendant ce temps, les VERAN, BRAUN, BUZYN et autres, se trouvent des postes juteux loin des patients.